



Sommet sur l'IA : Placer l'IA au service de l'humanité nécessite d'autres choix !

Le sommet organisé les 10 et 11 février par Emmanuel Macron sur l'intelligence artificielle (IA) s'inscrit davantage dans une logique de communication pour séduire les investisseurs privés qu'il ne permettra à la France et à l'Europe de construire une stratégie visant le développement d'une IA éthique au service de l'humanité.

Les 109 milliards d'euros annoncés se concrétiseront-ils et, surtout, profiteront-ils à l'économie française et européenne ?

On peut en douter. La moitié de l'argent annoncé reposant sur deux fonds, MGX à base émirati et Brookfield à base canadienne, qui investiront uniquement dans la création de data centers, avant tout dans une logique financière au service du capital et non industrielle.

La mobilisation de telles sommes montre que l'argent existe pour financer des projets mais la France ne doit pas laisser la main au capital financier pour piloter ces projets !

Alors que notre pays vit un véritable effondrement industriel menaçant des centaines de milliers d'emplois, l'heure est à sortir des logiques financières pour élaborer, en matière d'IA comme dans tout domaine, de véritables projets industriels portant sur l'ensemble de la chaîne de valeur pour garantir notre souveraineté assortis d'engagements précis sur l'emploi, la formation, la recherche, le respect de l'environnement.

Que vaut en effet l'ambition de souveraineté au regard des coupes budgétaires dans l'enseignement supérieur et la recherche dans le budget 2025 ?

Cette souveraineté est d'autant plus importante

qu'elle doit nous permettre de développer notre propre modèle d'IA pour sortir d'une utilisation capitaliste qui exacerbe l'exploitation par une intensification du travail comme on le constate dans la logistique, les logiques guerrières comme l'a montré son utilisation récente par l'armée israélienne ou encore les dégâts environnementaux par la concentration des moyens sur des modèles très consommateurs d'énergie et d'eau. **Que valent les promesses d'une éthique au regard des dérives actuelles et du discours du président de la République affirmant que l'encadrement réglementaire freine l'innovation ?**

La France doit au contraire se donner les moyens de



construire son propre modèle d'intelligence artificielle fondé sur la coopération, l'intérêt général et les biens communs et de planifier son développement. Les récents modèles d'IA open source, issus de collaborations internationales, montrent une voie possible : celle d'un

numérique démocratique, au service de toutes et tous.

Cela implique :

- Un débat national sur ses usages souhaitables et ses dangers et l'élaboration d'un cadre contraignant pour éviter ses dérives.

- Une IA décentralisée et démocratisée, économe en ressources, respectueuse des droits fondamentaux, au service du progrès social et démocratique.

- Des dépenses pour la recherche publique et les services publics, l'emploi et la formation, notamment en mobilisant la création monétaire, pour faire de l'IA un levier d'émancipation.

Comme en témoigne l'utilisation de l'IA dans la santé, elle peut représenter un immense atout !

Plaçons l'IA au service de l'Humanité pour relever les défis sanitaires, sociaux et environnementaux.

Rappel : immeubles concernés par la réhabilitation des cités jardins :

Aussitôt alertés, les communistes ont interrogé les appels d'offre lancés par Hauts

de Seine Habitat aux entreprises et découvert que 21 Immeubles sont concernés.

La liste des immeubles concernés est la suivante :

- Boulevard Aristde Briand Numéros 18 16 14 15 13 11 6 4 2 5 3 1
- Rue des gros Buissons numéros 1
- Boulevard Edouard Vaillant numéros 1
- Avenue Alexandre Maistrasse Numéros 16 18 20
- Place Stalingrad Numéros 2 4
- Avenue Léon Bourgeois numéros 5 3



Prenez contact avec nous
pcfuresnes@wanadoo.fr

Concernant ces deux immeubles, nous constatons avec stupeur que tous les logements seraient mis en vente'.

Chacun peut constater que ces deux bâtiments donnent sur le square Léon Bourgeois



JEUNES ET BUDGET : Gel des services

civiques : Vite, des emplois stables et utiles !

Après des mois de tergiversation, le budget adopté hier par l'Assemblée nationale se révèle une nouvelle fois plus dangereux pour les jeunes, et particulièrement les plus précaires.

Rien pour lutter contre la sélection sociale et les contrats précaires, et rien non plus pour accompagner les jeunes dans leurs parcours de formation et d'insertion professionnelle.

Pire encore, parmi les décisions les plus controversées, une retient particulièrement notre attention : le gel des nouveaux contrats de services civiques. Justifié par le « manque de

budget » cette décision répond à une méthode que nous ne connaissons que trop bien : faire payer aux jeunes le coût de la crise économique.

L'arrêt de ces dispositifs d'emplois pour l'année 2025 va avoir pour conséquence de plonger d'autant plus dans la précarité des dizaines de milliers de jeunes. Alors que le chômage n'a jamais été aussi haut chez les moins de 25 ans – plus 8 % au dernier trimestre – et que la sélection sociale, au lycée comme à la fac, ravage le parcours de vie, une telle décision est irresponsable et nous la condamnons.

Les contrats de services civiques se révèlent bien souvent être une forme de marchandisation de l'engagement, permettant aux libéraux de pallier les déficits de moyens dans les services publics, et pour le fonctionnement des associations.

En imposant une forme d'emploi qui n'est pas rémunéré, mais « indemnisé », les contrats de services civiques contournent un certain nombre de droits fondamentaux. Pas de cotisations, pas de droit au chômage, et bien sûr le salaire minimum n'est pas respecté : à peine plus de 600 € pour 24 h de travail hebdomadaire minimum, souvent plus.

Pour autant, venir geler des dizaines de milliers d'ouvertures de services civiques sans contrepartie : garantir la création massive d'emplois, est une faute politique grave.

Comment vont faire les associations qui, faute de subvention, ne peuvent pas embaucher en dehors des services civiques ?

Comment vont faire nos services publics, particulièrement dans l'Éducation nationale, qui sont obligés aujourd'hui de recourir aux services civiques pour pallier les manques de moyens et les coupes budgétaires ?

Que vont faire ces milliers de jeunes qui, faute de pouvoir évoluer dans une formation qualifiante, ou un emploi stable, ont pour ambition de se tourner vers le service civique ?

Le MJCF revendique le dégel des services civiques, et le retour à la normale. Il n'est pas admissible de précariser autant les jeunes pour quelques milliards d'euros d'économie. Pour autant, nous combattons la logique derrière ces services civiques et ne voulons pas d'un avenir fait de précarité pour la jeunesse.

Nous revendiquons la création d'emplois utiles, bien payés et émancipateurs ! Cela passe par un investissement massif dans les services publics et dans le secteur associatif, seule condition pour pouvoir garantir de véritables emplois plutôt que des contrats de services civiques.

Palestine : Déclaration du Parti communiste Français le 05 février 2025 Face à Trump et à Netanyahu, urgence d'un Etat de Palestine !

Lors de la conférence de presse tenue avec Netanyahu, Donald Trump a non seulement réaffirmé sa volonté criminelle d'expulser plus d'1 800 000 Palestiniens de Gaza mais encore il a annoncé que les Etats-Unis avaient le projet de prendre le contrôle direct de Gaza et de transformer cette partie de la terre palestinienne en « une nouvelle Côte d'Azur ». Cela reviendrait à créer un « Gaza resort » sur les ruines de la bande de Gaza.

De tels projets criminels bafouent les principes élémentaires du droit international et vont totalement à l'encontre de la nécessaire solution politique au conflit. Au lieu de faire pression sur le gouvernement suprémaciste et raciste au pouvoir en Israël pour qu'il applique les mesures prévues par le cessez-le-feu, Trump cherche à



sauver la mise de Netanyahu.

Cela ne peut, pour les décennies à venir, qu'aviver les ressentiments et les haines, interdisant à cette région du monde de trouver un jour la paix.

Le PCF exige du président de la République et du gouvernement français une condamnation sans appel de tels propos et de tels projets.

Alors que l'armée israélienne et les colons poursuivent la mise à feu et à sang de la Cisjordanie, notamment ces derniers jours dans le camp de réfugiés de Jenine, et que l'incertitude règne sur une éventuelle seconde phase du cessez-le-feu, le mouvement national palestinien, qui lutte pour une solution politique au conflit, fait face à un risque mortel.

Les forces de gauche, toutes les forces attachées aux valeurs fondamentales de notre République, se doivent de condamner avec force la menace pour la paix que représente la nouvelle administration américaine.

Elles doivent être résolument aux côtés de l'OLP, représentante légitime du peuple palestinien, reconnue comme telle par la communauté internationale depuis les accords d'Oslo, et aux côtés des forces de paix en Israël

La seule solution est celle de deux États, avec un État de Palestine aux côtés de l'État d'Israël sur les frontières de 1967 incluant Gaza, la Cisjordanie et Jerusalem-Est, avec Jerusalem-Est pour capitale. Elle est portée par le droit international,

l'ONU, l'OLP ainsi que par le parti communiste israélien et le parti populaire palestinien, avec lesquels le PCF réaffirme sa pleine solidarité.

La France doit enfin sortir de sa passivité devant l'intolérable, et porter avec force, devant le Conseil de sécurité dont elle est l'un des membres permanents, et devant l'Assemblée générale des Nations unies, la voix de la paix et de la justice.

Le Parti communiste français, quant à lui, entend dans les prochains jours intensifier la grande campagne qu'il a décidé d'organiser en partenariat avec l'Organisation de libération de la Palestine.

LE PCF SOLIDAIRE DES TRAVAILLEURS-SES DE BELGIQUE ET DE LA GRÈVE GÉNÉRALE LE 13 FÉVRIER 2025 CONVOQUÉE PAR L'INTERSYNDICALE

Le PCF se joindra à la manifestation du 13 février, à Bruxelles, aux côtés du PTB et des organisations syndicales. Notre délégation sera composée d'une vingtaine de camarades.

Trump est toxique et dangereux, mais pas tout-puissant !

Par Francis Wurtz,
député honoraire du
Parlement européen



Depuis le retour de Donald Trump à la Maison-Blanche, les dirigeants européens se cherchent. Certains jouent ouvertement, derrière Giorgia Meloni, la carte du ralliement au nouveau maître. Les autres jurent de défendre l'Europe, mais en réalité, tétanisés face à cette nouvelle donne, plusieurs

d'entre eux, et non des moindres, sont en train de céder aux injonctions de Washington.

La présidente de la Commission, Ursula von der Leyen, s'était d'emblée prononcée en faveur d'une augmentation significative des achats auprès des États-Unis, pour tenter de satisfaire à l'une des revendications du président américain. Le premier ministre polonais, Donald Tusk, qui préside le Conseil européen durant le premier semestre 2025, fait du trumpisme soft.

À la stupéfaction d'observateurs même de droite, il vient de multiplier les sorties contre le Pacte vert – une des rares orientations positives de l'UE –, s'est lancé dans une surenchère caricaturale contre l'immigration (allant jusqu'à suspendre le droit d'asile dans son propre pays !) et demande à chacun de nos pays de porter les dépenses d'armement à... 5 % des richesses produites, soit une augmentation de 150 % par rapport aux normes envisagées par l'Otan elle-même jusqu'ici : exactement ce que réclame Trump comme prix de son éventuel soutien en cas d'agression. Quant à la présidente de la Banque centrale européenne, Christine Lagarde, elle compte carrément sur le retour de Trump pour faire sortir l'Europe de sa « paresse » et de sa « bureaucratie »...

Avec ce concours d'« approches pragmatiques » (Von der Leyen), on est loin, très loin, d'une stratégie cohérente dictée par une claire conscience de la nature hypertoxique et dangereuse de l'ère Trump

qui s'annonce, mais non prisonnière du sentiment paralysant d'avoir à faire face à un pouvoir tout-puissant. Trump cherche à faire peur pour faire céder. Plus il aura l'impression de semer la panique ou d'arracher des concessions, plus il se sentira encouragé dans sa fuite en avant.

Ainsi, les ahurissantes velléités impérialistes du président américain – depuis le Groenland ou le canal du Panama qu'il entend s'approprier, jusqu'à Gaza qu'il prétend vider de ses habitants ! – devraient provoquer une levée de boucliers beaucoup plus radicale de la part de l'Europe, sans quoi les pressions ne cesseront de s'accroître. De même, la décision de sortir de Paris sur le climat devrait entraîner une contre-offensive résolue des pays européens, aux côtés de tous les États attachés à ce combat vital ainsi que des États fédérés des États-Unis opposés à la politique irresponsable de Washington. Quant à la guerre économique et technologique sans merci qui s'annonce de la part des États-Unis à l'heure de l'intelligence artificielle, elle ne devrait pas être vue comme une fatalité face à laquelle le monde serait démuné. À notre époque, les interdépendances sont telles que même les États-Unis de Trump et de Musk ne font plus ce qu'ils veulent.

Plutôt que de chercher l'issue à ce défi « existentiel » (Lagarde) dans la course à la « compétitivité », à l'« Union des marchés de capitaux » et à la « débureaucratiation » (lisez : la déréglementation), **ces enjeux de civilisation appellent une mobilisation inédite** et sans œillères des forces favorables au multilatéralisme, conscientes qu'elles sont qu'une guerre économique ne fait que des perdants. L'Europe devrait ouvrir dans cet esprit des discussions stratégiques avec la Chine et d'autres cibles de la stratégie de Trump. Mais qui, dans l'UE actuelle, aura-t-il ou elle la lucidité et le courage de lancer, autrement qu'en parole, ce virage salutaire ?

Avec le PCF je passe à l'action !

- _____ J'adhère au Parti Communiste Français
- _____ Je souhaite recevoir l'Éveil numérique
- _____ Je souhaite recevoir les informations
générales du PCF

Nom : Prénom :
Adresse
Courriel : Tél.

À retourner : PCF Espace Pagès 42 bis rue de Verdun 92150 Suresnes
Tél : 06 44 74 40 87
Courriel : pcf.suresnes@wanadoo.fr ou PCFSuresnes@gmail.com



Pour
accéder au
blog de la
section du
PCF
utiliser ce
QR CODE